

Reconstruire ou abandonner la Nouvelle Orléans ? Les philosophies du futur plan d'occupation des sols¹

Richard Campanella, traduction par Juliette Lemerle

Après le passage de Katrina, un vif débat s'est engagé entre partisans de l'abandon et défenseurs de la sauvegarde de la Nouvelle Orléans. Faut-il rebâtir la ville à plus haute altitude ou la reconstruire telle qu'elle était auparavant ? Faut-il faire des concessions ? Dans ce cas, où fixer la limite entre zones constructibles et inconstructibles ? Dans ce texte traduit de l'anglais par Métropolitiques, Richard Campanella analyse les différents arguments derrière chaque prise de position et pourquoi le laisser-faire l'a finalement emporté. En attendant la prochaine catastrophe ?

Suite au déluge provoqué par l'ouragan Katrina en août-septembre 2005, la reconstruction de la Nouvelle Orléans a suscité un débat où se sont opposées toutes sortes de logiques, de passions, d'expertises et de dogmes². Tout se résume pourtant à une simple ligne sur la carte, séparant les zones à reconstruire de celles abandonnées à la nature. Les différentes opinions sur le tracé de cette ligne en disent aussi long sur les personnes (et leur sensibilité scientifique, économique, sociale et humaniste) que sur l'avenir géographique de la Nouvelle Orléans.

Certains préconisent l'abandon total de la métropole. Pour eux, la limite se situe à la frontière nord de la métropole, quelque part entre les champs de la Paroisse Saint-Charles et les quartiers résidentiels de la Paroisse Jefferson, voire au-dessus de la rive nord du lac Pontchartrain. Timothy M. Kusky, géologue à l'Université de Saint-Louis, a exposé pour la première fois la théorie de l'abandon dans un éditorial du *Boston Globe* intitulé « *Time to Move to Higher Ground* » (il est temps de prendre de la hauteur, autrement dit de déplacer la ville vers l'amont du fleuve), qui lui a valu une notoriété nationale dans le programme *60 Minutes* de la chaîne CBS. Il affirmait alors :

La Nouvelle Orléans est l'une des plus anciennes villes d'Amérique et notre réponse émotive au désastre est de la rebâtir aussi grande et belle qu'elle était. Mais cette réaction, qui n'est sans doute pas la plus rationnelle et scientifique, pourrait entraîner une catastrophe humaine et une perte financière bien plus grande à l'avenir³.

Les « renonciateurs », comme Kusky, sont des figures plutôt pragmatiques et conservatrices sur le plan économique. Pour eux, il s'agit d'une affaire rationnelle reposant sur la science exacte, les dollars sonnants et trébuchants et le nombre de victimes. Fondant leur argumentation sur des données scientifiques peu réjouissantes au sujet de l'affaissement du terrain, l'érosion des côtes et la montée du niveau de la mer, ils discréditent les considérations humanistes et culturelles, motivées selon eux par l'émotion ou la nostalgie. N'ayant en général rien à perdre personnellement dans une hypothétique disparition de la ville, ils ne considèrent pas comme une obligation les programmes de

¹ Cet article est un extrait de l'ouvrage *Bienville's Dilemma: a Historical Geography of New Orleans*, Center for Louisiana Studies, 2008, p. 351-354.

² Théorie développée dans un éditorial de Richard Campanella dans le *New Orleans Times-Picayune* et dans un article paru dans le journal *Technology in Society*.

³ Kusky, Timothy. 25 septembre 2005, « Time to Move to Higher Ground », *Boston Globe*, p. D12.

compensation économique en faveur des personnes concernées. Détestés à la Nouvelle Orléans, ils sont toutefois présents dans le débat national.

À l'opposé de ce discours, on trouve ceux qui prônent le maintien à tout prix de l'empreinte urbaine. Pour eux, la question est avant tout d'ordre humaniste et culturel. S'opposer à la conservation de l'ensemble des quartiers revient selon eux à aller à l'encontre des personnes et de la culture ; ou pire encore, de *certaines* personnes et de *certaines* cultures.

Ces « reconstruteurs » sont en général des personnes passionnées, souvent indignées, et non sans raison : la plupart ont été victimes des inondations et leurs maisons pourraient être concernées par le tracé de la limite entre zones constructibles et zones inconstructibles. Si une digue de protection peut être érigée pour *eux*, pourquoi ne pas l'étendre jusqu'à *nous* ?, argumentent-ils. Les principaux opposants à l'abandon sont des militants sociaux qui interprètent tout aménagement postdiluvien dans le périmètre urbain comme une conspiration des « élites néolibérales et conservatrices au pouvoir » qui « font tout pour éviter le retour [des classes populaires afro-américaines] sur place »⁴. Faisant fi des données scientifiques et des contraintes économiques, ils repoussent la limite au-delà des contrées rurales de la Paroisse de Saint-Bernard, voire jusqu'au Golfe du Mexique.

À mi-chemin entre ces deux points de vue, des amoureux de la ville, notamment de son centre historique, résidant en général dans les zones non inondées, préconisent le compromis. Ces « conciliateurs » tentent de trouver le juste équilibre entre des données scientifiques inquiétantes et des ressources socioculturelles chères à leur cœur. Leur réponse : rendre à la nature certaines zones plus récemment construites à basse altitude (dont l'architecture leur a d'ailleurs toujours paru insipide) et renforcer la densité de population et la sécurité dans les parties historiques situées plus en hauteur. Ils estiment qu'à long terme, cette politique entraînera une réduction des dépenses, minimisera le risque d'accident, protégera l'environnement et sauvera des vies. Mais les « conciliateurs » ne voient pas que cette réduction de l'empreinte a elle-même un prix, sous la forme d'une compensation juste et immédiate des propriétaires.

Conscients d'être accusés d'élitisme, ils modèrent leur message à grand renfort de cartes au flou artistique (voir *The Great Footprint Debate*). Ils placent la limite quelque part entre celle des « renonciateurs » et celle des « reconstruteurs » : tantôt aux abords du canal industriel, tantôt entre la corniche de Métairie à Gentilly et le bord du lac, excluant en général les lointains lotissements sans charme, construits à basse altitude, à l'Est de la Nouvelle Orléans. Largement relayée par l'élite intellectuelle vivant dans les hauteurs, cette théorie de la conciliation se heurte à une résistance féroce des « reconstruteurs », qui accusent ces partisans d'être, au mieux, de doux rêveurs, au pire, des spoliateurs racistes et élitistes.

La rumeur selon laquelle la Paroisse de Plaquemines (commune rurale isolée située à basse altitude, d'à peine 14 000 habitants, soit 2 % de la population locale) pourrait ne pas recevoir l'intégralité des financements pour l'entretien de sa digue, semble avoir suscité une quatrième proposition : repousser la limite juste en-dessous de Belle Chasse, le seul noyau urbain des hauts de Plaquemines relié à l'aire métropolitaine. Cette théorie est défendue par des habitants des lieux, aussi bien « conciliateurs » que « reconstruteurs », qui pourraient bénéficier de l'abandon des zones les plus basses de Plaquemines car cela encourageait des mesures de restauration de la côte, tout en réduisant le coût de leur propre protection. Laissons les eaux sédimentaires du Mississippi reconstituer ces marais fragilisés, argumentent-ils ; leur restauration est indispensable pour protéger la métropole contre les déferlantes dues aux tempêtes. Mais qu'en est-il des populations rurales qui ont peuplé ces zones marécageuses pendant plus d'un siècle ? Comme l'a dit le géologue Kusky dans son désormais célèbre éditorial : « il est temps de prendre de la hauteur »⁵.

⁴ Jay Arena, cité dans : Capdevila, Gustavo. 30 janvier 2006. « World Economic Forum: Davos and New Orleans, Neoliberal Twins ». *Agence Inter Press Service News*, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=31964>, consulté le 26 mai 2006.

⁵ Kusky, Timothy, *op. cit.*

Ainsi, les valeurs sociales, culturelles et humanistes, autant que le sens de l'investissement personnel, tendent à repousser la limite en aval du fleuve, tandis que les valeurs scientifiques et financières la placent plutôt en amont. Quelles conclusions tirer de tout cela ?

En premier lieu, même les plus ardents défenseurs de la Nouvelle Orléans devraient s'abstenir de désavouer les « renonciateurs ». Après tout, les « conciliateurs » (et les « reconstruc-teurs » souhaitant sacrifier les bas de Plaquemines) reprennent en substance les arguments qui ont valu à Kusky la haine tenace de la plupart des habitants de la Nouvelle Orléans. Ils les appliquent simplement plus bas sur la carte.

Par ailleurs, la limite, quelle qu'elle soit, devrait être tracée au crayon. Car il se peut qu'on souhaite la modifier si la situation empirait. D'autres l'ont fait. D. Hastert, le député républicain de l'Illinois, a été l'un des premiers à évoquer l'abandon en affirmant que c'était une voie qui méritait d'être étudiée et que la reconstruction de la Nouvelle Orléans n'avait aucun sens pour lui. Face aux réactions furieuses, il a ensuite clarifié son propos : « Je ne plaide pas pour l'abandon ou le déplacement de la ville... »⁶ Engagé par la Commission BNOB (Bring New Orleans Back), l'agence d'urbanisme Wallace, Roberts & Todd a d'abord fermement défendu la théorie du maintien (« à trop vouloir rétrécir, on finit par une solution étriquée »⁷) avant de préconiser des mesures de compromis dans son rapport final. Kusky lui-même a modéré ses propos en faveur de l'abandon en émettant la possibilité de « digues plus neuves, plus hautes, plus robustes » pour « les quartiers d'affaires et les parties historiques de la ville »⁸.

En tant que géographe soucieux à la fois des questions physiques et culturelles, j'ai moi-même dû confronter mon penchant pour le compromis à la tragédie humaine de ceux qui souhaitaient désespérément préserver le monde qu'ils avaient connu et aimé. Si un autre ouragan de l'ampleur de Katrina s'abattait sur la Nouvelle Orléans, chacun pourrait bien effacer et redessiner sa ligne de démarcation : les « reconstruc-teurs » appelant au compromis, les « conciliateurs » souhaitant renforcer leurs concessions, tandis que grossiraient les rangs des « renonciateurs ».

Méfions nous donc de ceux qui prétendent parler uniquement « au nom de la science » ou « au nom des gens ». Il s'agit d'une problématique complexe et interdisciplinaire. Le débat concerne tout autant les sociologues que les biologistes ; les humanistes que les économistes ; le modeste locataire d'une bicoque que le riche propriétaire d'une villa. Il nous faut prendre conscience que les différentes théories (abandon, reconstruction ou compromis) sur l'avenir de la Nouvelle Orléans reposent sur un enchevêtrement de facteurs personnels, culturels, financiers, nostalgiques, émotionnels, pratiques et scientifiques. Et que c'est tout à fait normal.

Épilogue : qui l'a emporté ?

Encouragé par la plupart des propriétaires victimes des inondations et un petit groupe d'autorités locales véhémentes, le maire Nagin n'a pas pris de risque et a opté pour une politique de laisser-faire pour la reconstruction et le repeuplement de la Nouvelle Orléans. Le gouvernement fédéral a facilité les choses, par sa passivité plutôt que par un soutien actif : en 2006, la nouvelle cartographie des zones inondables de la FEMA (agence américaine de gestion des urgences) continuait à autoriser des assurances contre les inondations dans des zones largement inondées par les eaux de Katrina, encourageant par là-même leur reconstruction. Et le gouvernement fédéral n'a prévu aucune compensation pour les particuliers et les entreprises contraints d'abandonner leur propriété suite à une décision d'expropriation prise à l'échelle municipale, étatique ou fédérale. Quelle personne saine d'esprit renoncerait à l'investissement d'une vie sans une juste compensation ?

⁶ Treaster, Joseph et Sontag, Deborah. 2 septembre 2005. « Despair and Lawlessness Grip New Orleans as Thousands Remain Stranded in Squalor », *New York Times*, p. 1.

⁷ John Beckman, exposé sur l'avancé des recherches de WRT Design, Nouvelle Orléans, Louisiane, 2 décembre 2005 (propos rapportés par Richard Campanella).

⁸ Kusky, Timothy, *op. cit.*

La logique semble donc être la suivante : laissons les gens revenir et reconstruire comme ils peuvent et comme ils veulent et nous agissons sur la structure existante quand elle sera mise en place. Les « reconstructeurs » exhortent à tracer la ligne de démarcation le long de la limite urbaine existante avant le passage de Katrina (en prévoyant toutefois quelques concessions concernant les zones basses de Plaquemines). Reste à savoir si cette ligne sera à nouveau effacée et redessinée (par les « conciliateurs » ou les « renonciateurs »). Cela dépendra des assurances, des compagnies de crédit, de la valeur des biens immobiliers, de l'intervention du gouvernement fédéral, des habitants déçus et contraints de réviser leurs intentions de reconstruction post-Katrina et finalement, de la Nature.

Professeur à l'Université de Tulane, le géographe **Richard Campanella** est l'auteur de six ouvrages de géographie physique et humaine salués par la critique, notamment *Bienville's Dilemma*, *Geographies of New Orleans* et *Lincoln in New Orleans*. Il a reçu à deux reprises le prix de l'ouvrage de sciences humaines de l'année de la Louisiane, ainsi que le prix Williams d'Histoire de la Louisiane et le prix d'excellence Mortar Board de la part de l'Université de Tulane.

Son travail sur la Nouvelle Orléans est consultable sur son site <http://richcampanella.com/>.

Pour citer cet article :

Richard Campanella, « Reconstruire ou abandonner la Nouvelle Orléans ? Les philosophies du futur plan d'occupation des sols », *Métropolitiques*, 22 juin 2011.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/Reconstruire-ou-abandonner-la.html>